- Pour le Gouvernement de la République Gabonaise :
Léon M'Ba.
- Pour le Gouvernement de la République de Haute-Volta :
Maurice Yaméogo.
- Pour le Gouvernement de la République Malgache :
Philibert Tsiranana.
- Pour le Gouvernement de la République Islamique
de Mauritanie :
Moktar Ould Daddah.
- Pour le Gouvernement de la République du Niger :
Hamani Diori
- Pour le Gouvernement de la République du Tchad :
François Tombalbaye.

ORDONNANCE N° 6 du 9/4/70 portant ratification de la convention relative à la création d'une union africaine et malgache des postes et télécommunications signée à Tananarive le 12 septembre 1961.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République et formation du gouvernement ;

Vu la résolution n° 1 du 27 juin 1966 de la Conférence des chefs d'Etat de l'organisation commune africaine et malgache dont la République togolaise est membre ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est ratifiée par la République togolaise la convention relative à la création d'une union africaine et malgache des postes et télécommunications signée à Tananarive le 12 septembre 1961.

Art. 2 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 9 avril 1970
Gal. E. Eyadéma

**CONVENTION RELATIVE A LA CREATION D'UNE UNION
AFRICAINNE ET MALGACHE
DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS
PREAMBULE**

Les parties contractantes,

En reconnaissant pleinement à chaque Etat le droit souverain d'organiser et réglementer ses services postaux et de télécommunications,

Estimant nécessaire de coordonner leur action pour l'amélioration, l'extension et l'emploi rationnel des services postaux et des moyens de télécommunications dans leurs relations réciproques et

Tenant compte des dispositions de la Convention Postale Universelle et de la Convention Internationale des Télécommunications en vigueur, notamment en leurs articles 8 (U.P.U.) et 44 (U.I.T.), qui donnent à leurs membres le droit d'établir des unions restreintes, des accords régionaux ou des organisations régionales,

Ont décidé, d'un commun accord, d'établir une Union restreinte des Postes et Télécommunications sous la dénomination de « Union Africaine et Malgache des Postes et Télécommunications » ou, en abrégé : U.A.M.P.T.

Article premier — *Constitution de l'Union* : l'Union est constituée par les Etats signataires de la présente Convention.

Tout Etat africain indépendant peut demander son admission en qualité de membre de l'Union.

La demande est adressée par voie diplomatique au Président en exercice du Comité des Ministres de l'Union et instruite en comité des Ministres.

L'Etat intéressé est admis en qualité de membre de l'Union si sa demande est approuvée à la majorité simple par les Gouvernements des Etats membres de l'Union.

L'existence de l'U.A.M.P.T. ne fait pas obstacle à la création d'une union élargie à d'autres Etats ou groupes d'Etats et qui aurait pour but une action commune en vue de résoudre les problèmes relatifs aux Postes et Télécommunications.

Les Etats membres reconnaissent à l'Union la personnalité juridique.

Art. 2 — *Objet de l'Union*. L'Union a pour objet :

a) — De promouvoir, de maintenir et d'étendre la coordination et la coopération entre ses membres pour l'amélioration et l'organisation rationnelle de la poste et des télécommunications et assurer ainsi une exploitation de haute qualité dans leurs relations réciproques et dans leurs relations avec les autres pays ;

b) — D'harmoniser les efforts de ses membres vers ces fins communes ;

c) — D'élaborer et de présenter, le cas échéant, des propositions communes pour les congrès ou conférences internationales des Postes et Télécommunications.

Art. 3 — *Arrangements* : Des arrangements particuliers, ratifiés et éventuellement révisés dans les mêmes règles que la présente Convention, fixent les dispositions communes aux Etats membres, d'exécution des services postaux et financiers, d'une part, des services des télécommunications, d'autre part.

Art. 4 — *Organisation de l'Union*. L'organisation de l'Union repose sur :

1. — Le Comité des Ministres responsables des Postes et Télécommunications, haute instance de l'Union ;

2) — Le Secrétariat Général ;

3) — Les commissions d'études administratives et techniques.

Art. 5 — *Comité des Ministres* :

A — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT :

1. — Le Comité des Ministres groupe les Ministres responsables des Postes et Télécommunications de chacun des Etats de l'Union ou leurs délégués ;

2. — La présidence du Comité est assurée à tour de rôle et suivant l'ordre alphabétique des Etats par chaque membre pour une période d'un an s'étendant du 1^{er} janvier au 31 décembre.

3. — Le Comité est convoqué par son président.

4. — Le Comité se réunit en session ordinaire une fois par an.

Au cours de chaque session, il fixe le lieu de la prochaine réunion.

En dehors des sessions ordinaires, il peut être convoqué, exceptionnellement, par son président, à l'initiative de celui-ci ou à la demande de la majorité des membres.

5. — Le Comité établit son propre règlement intérieur.

6. — Les Etats membres s'engagent à participer aux réunions du Comité ou à s'y faire représenter par un autre Etat membre.

7. — Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers.

8. — Le Comité peut déléguer certains de ses pouvoirs au président.

9. — Le Président du Comité peut appeler en séance toute personnalité qualifiée ou, le cas échéant, l'inviter à se faire représenter.

B — ATTRIBUTIONS :

1. — Le Comité est chargé de prendre toutes mesures pour faciliter la mise à exécution par les membres des dispositions de la Convention.

2. — En particulier, le Comité :

a) Examine le rapport du Président relatant son activité et celle de l'Union depuis la dernière session.

b) Prépare les révisions à apporter à la Convention et aux arrangements particuliers s'il le juge nécessaire et les soumet à la ratification des Gouvernements des Etats.

c) Prend les dispositions opportunes pour donner suite aux demandes ou recommandations soumises par les Gouvernements des Etats de l'Union.

d) Prend les dispositions nécessaires pour la convocation des commissions d'études administratives et techniques conformément à l'article 7 et fixe les programmes de travail de celles-ci.

e) approuve les règlements d'exécution de la Convention et des arrangements particuliers.

f) Nomme le Secrétaire Général et les experts.

g) Arrête chaque année le tableau d'effectif du Secrétariat général, adopte le budget de l'Union et en approuve les comptes.

h) Remplit les autres fonctions prévues dans la présente Convention et, dans le cadre de celle-ci, toutes les fonctions jugées nécessaires à la bonne administration de l'Union.

Art. 6 — *Secrétariat général* : Le Secrétaire général est un organisme technique et administratif de caractère permanent, placé sous l'autorité directe du Président du Comité des Ministres.

A — ORGANISATION, FONCTIONNEMENT, CONTROLE :

Les dispositions relatives à l'organisation, au fonctionnement et au contrôle de l'activité du Secrétariat général sont arrêtées par le Comité des Ministres.

B — ATTRIBUTIONS :

Le Secrétariat général est chargé de la rédaction et de la diffusion des procès-verbaux des conférences de l'Union ainsi que de la mise en œuvre des résolutions adoptées par celles-ci. Entre les sessions du Comité des Ministres, il est également chargé de prendre les dispositions nécessaires à la coordination de tous les problèmes relatifs aux Services des Postes et des Télécommunications de l'Union.

Il diffuse à tous les membres de l'Union les circulaires ou informations relatives à l'amélioration et au fonctionnement des services postaux et des télécommunications et centralise toute la correspondance destinée au président.

Il prépare et soumet à l'approbation du Comité des Ministres les règlements d'exécution de la Convention et des arrangements particuliers ainsi que leurs modificatifs éventuels.

Il prépare et gère le budget de l'Union, dont le Secrétaire général est l'ordonnateur.

Il entreprend, sur instruction du Président du Comité des Ministres, toutes les études de sa compétence demandées par les membres de l'Union.

C. — RESIDENCE :

Le siège du Secrétariat général est fixé à Brazzaville.

Art. 7. — *Commissions d'études administratives et techniques.*

A. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT :

1. — Les commissions d'études administratives et techniques groupent les experts des organisations postales et des télécommunications de chacun des Etats de l'Union ;

2. — Les commissions se réunissent aux lieux et dates déterminés par le Comité des Ministres ;

3. — Des personnalités qualifiées peuvent être appelées en séance.

B — ATTRIBUTIONS :

Les commissions d'études administratives et techniques sont convoquées pour examiner les questions inscrites à leur ordre du jour fixé par le Comité des Ministres ou, éventuellement, par le président.

Art. 8. — *Dépenses de l'Union :*

A. — COMITES DES MINISTRES ET COMMISSIONS D'ETUDES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES :

Les frais de déplacement et de séjour des membres des conférences et des réunions sont à la charge de chaque Etat membre intéressé.

B. — Secrétariat général :

Afin de subvenir aux dépenses de fonctionnement du Secrétariat général, un budget de l'Union est voté chaque année par le Comité des Ministres. Ces dépenses sont également réparties entre les Etats membres.

Art. 9. — *Relations avec les autres organisations internationales.*

Pour des raisons de coordination et d'efficacité, l'Union établira les relations nécessaires avec les organisations internationales s'intéressant aux Postes et Télécommunications ou ayant des activités s'y rattachant et en particulier avec l'Union Postale Universelle et l'Union internationale des Télécommunications, dans le respect des relations directes entretenues par chaque Etat avec lesdites organisations.

Art. 10. — *Dénonciation* : La présente Convention peut être dénoncée par l'un quelconque des Etats signataires dans les formes suivies pour son adoption. La dénonciation n'entre en vigueur qu'à compter du 1er janvier suivant sa notification au Président du Comité des Ministres et au plus tôt, six mois après cette notification. Elle ne produit d'effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. L'Etat démissionnaire fait abandon de ses droits sur les biens de l'Union, et reste redevable de sa part contributive pour l'année en cours.

Art. 11. — *Ratification et mise en vigueur de la Convention :*

La présente Convention entrera en vigueur après sa ratification dans les formes constitutionnelles par les Etats signataires. L'original de la présente Convention sera déposé à Tananarive dans les archives du Gouvernement de la République malgache, qui se chargera d'en transmettre les copies certifiées conformes aux autres Etats membres de l'Union.

Fait à Tananarive, le 12 septembre 1961.

Pour le Gouvernement de la République du Cameroun
Ahmadou AHIDJO

Pour le Gouvernement de la République Centrafricaine
Maurice DEJEAN

Ministre des Affaires Etrangères
Pour le Gouvernement de la République du Congo
Fulbert YOULOU

Pour le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire
Philippe YACE

Président de l'Assemblée Nationale
Pour le Gouvernement de la République du Dahomey
Hubert MAGA

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal
Léopold Sédar SENGHOR

Pour le Gouvernement de la République Gabonaise
Léon M'BA

Pour le Gouvernement de la République de Haute-Volta
Maurice YAMEOGO

Pour le Gouvernement de la République Malgache.
Philibert TSIRANANA

Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie
M. ktar Ould DADDAH

Pour le Gouvernement de la République du Niger
Hamani DIORI

Pour le Gouvernement de la République du Tchad
François TOMBALBAYE

ANNEXE 2 A LA CONVENTION ARRANGEMENT CONCERNANT LE SERVICE DES TELECOMMUNICATIONS

Les parties contractantes, vu l'article 3 de la Convention de l'Union Africaine et Malgache des Postes et Télécommunications conclues à Tananarive le 8 septembre 1961, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

Article premier — *Tarif* : Compte tenu des dispositions des conventions, règlements et arrangements généraux ou particuliers — en vigueur à la date d'application de la Convention — régissant

les services exécutés par les Etablissements de télécommunications, les membres s'engagent à appliquer simultanément dans leurs relations réciproques, des tarifs identiques ou déterminés en fonction de mêmes éléments de base (taxes principales, accessoires ou additionnelles, surtaxes, parts de taxes afférentes aux télécommunications), ces tarifs étant rendus exécutoires selon la législation interne des Etats contractants.

Le régime de l'Union est défini comme étant le régime s'appliquant aux relations réciproques entre les Etats membres.

Les membres peuvent, dans le cadre de la Convention, et après accords appropriés d'ensemble ou bilatéraux, convenir de telles mesures qu'ils jugeront opportunes dans le but de supprimer ou de faciliter les règlements consécutifs à l'exécution de certains services tels que celui des comptes des télécommunications.

Art. 2 — Règlement d'exploitation : Les membres examineront l'opportunité et la possibilité d'appliquer dans le ressort de l'Union une réglementation commune, et en particulier, dans les domaines suivants :

Télégraphe, télex, téléphone, radiocommunications.

Les membres s'engagent à appliquer simultanément ces dispositions particulières qui font l'objet d'un règlement d'exécution du service dans les relations réciproques à l'intérieur de l'Union et de tout document annexe jugé indispensable pour une bonne exploitation des services des télécommunications.

Art. 3 — Liaisons inter-Etats : Les membres constatant les difficultés actuelles de liaison téléphoniques et télégraphiques entre les différents Etats, estiment souhaitable la création d'un réseau inter-Etats de haute qualité équipé de matériel approprié, permettant aux Etats de communiquer entre eux dans des conditions optimales de rapidité et d'efficacité.

Les membres considèrent qu'il est indispensable de coordonner leur action pour l'exploitation, la maintenance et l'équipement de ce réseau. A cet effet, l'Union publie les règles nécessaires de coordination que les Etats s'engagent à faire appliquer. Cette action concerne, en particulier, la fixation des règles générales d'exploitation : plans d'acheminement du trafic, détermination du nombre de voies, horaires, fréquences, mesures à prendre en cas d'urgence.

Art. 4 — Règles techniques : Les membres estiment souhaitable de parvenir à une harmonisation des conceptions dans les domaines suivants :

— choix des appareillages présentant une certaine complexité.

— détermination des solutions à apporter aux problèmes techniques communs à plusieurs Etats.

— organisation technique générale des centres de télécommunications et, éventuellement, de la construction des lignes de télécommunications.

A cet effet, ils prennent toutes dispositions utiles pour la publication de recommandations techniques qu'ils s'efforceront de suivre :

— utilisation des normes CCITT/CCIR de façon à permettre l'interconnexion des circuits nationaux et internationaux

— tenue à jour d'une documentation complète sur la texture et les besoins du réseau.

Art. 5 — Coordination des fréquences : Dans le but de rationaliser l'emploi des fréquences et d'éviter des sources de difficultés d'acheminement du trafic, les membres recommandent la création :

a) D'un Comité de coordination de fréquences, dont le fonctionnement serait assuré par le Secrétariat général en étroite collaboration et dans le respect des relations de chaque Etat avec l'IFRB.

b) D'un ou plusieurs centres de mesures et de contrôle, situés dans certaines capitales des Etats membres.

Art. 6 — Mise en vigueur de l'arrangement : Le présent arrangement entrera en vigueur et sera ratifié dans les mêmes conditions que la Convention de l'Union.

Fait à Tananarive, le 3 septembre 1961

Pour le Gouvernement de la République du Cameroun,
Ahmadou Ahidjo

Pour le Gouvernement de la République Centrafricaine,
Maurice Dejan

Ministre des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement de la République du Congo,

Fulbert Youlou

Pour le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire,

Philippe Yacé

Président de l'Assemblée Nationale

Pour le Gouvernement de la République du Dahomey,

Hubert Maga

Pour le Gouvernement de la République Gabonaise,

Léon M'Ba

Pour le Gouvernement de la République de Haute-Volta,

Maurice Yaméogo

Pour le Gouvernement de la République Malgache,

Philibert Tsiranana

Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie,

Moktar Ould Daddah

Pour le Gouvernement de la République du Niger,

Hamani Diori

Pour le Gouvernement de la République du Tchad,

François Tombalbaye.

ANNEXE A LA CONVENTION

ARRANGEMENT CONCERNANT LES SERVICES POSTAUX ET FINANCIERS

Les parties contractantes, vu l'article 3 de la Convention, de l'Union Africaine et Malgache des Postes et Télécommunications conclue à Tananarive le 8 septembre 1961, ont d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant :

Article premier — Tarifs : Compte tenu des dispositions des conventions, règlements et arrangements généraux ou particuliers — en vigueur à la date d'application de la Convention — régissant les services exécutés par les Etablissements postaux et de télécommunications, les membres s'engagent à appliquer simultanément, dans leurs relations réciproques, des tarifs identiques ou déterminés en fonction de mêmes éléments de base (taxes principales, accessoires ou additionnelles, surtaxes, quotes-parts de colis postaux), ces tarifs étant exécutoires selon la législation interne des Etats contractants.

Le régime de l'Union est défini comme étant le régime s'appliquant aux relations réciproques entre les Etats membres.

Les membres peuvent, dans le cadre de la Convention, et après accords appropriés d'ensemble ou bilatéraux convenir de telles mesures qu'ils jugeront opportunes dans le but de supprimer ou de faciliter les règlements consécutifs à l'exécution de certains services (colis postaux, articles d'argent, remboursements).

Art. 2 — Règlement d'exploitation : Les membres examineront l'opportunité et la possibilité d'appliquer dans le ressort de l'Union, une réglementation technique commune, et en particulier, dans les domaines suivants :

— Postes aux lettres : dépôt, affranchissement, expédition, transmission, arrivée et distribution des correspondances, réclamations postales ;

— Valeurs déclarées ;

— Colis postaux : dépôt, taxation, expédition, transmission, arrivée, livraison des colis postaux, réclamations

Articles d'argent ;

— Recouvrements et envois contre-remboursement ;

— Chèques postaux ;

— Caisse d'épargne postale ;

— Caisse et comptabilité.

Les membres s'engagent à appliquer simultanément ces dispositions particulières qui font l'objet d'un règlement d'exécution du service dans les relations réciproques à l'intérieur de l'Union et de tout document annexe jugé indispensable pour une bonne exploitation des services postaux et financiers.

Art. 3 — Poste aérienne : Les membres reconnaissent la nécessité d'une action commune pour le bon fonctionnement de la poste aérienne et prennent, à cet effet, notamment, toutes dispositions utiles pour la fixation avec les compagnies de navigation aérienne de tarifs de transport et d'horaires des liaisons adaptés à leurs besoins.

Art. 4 — Transport maritime : Les membres conviennent en outre de fixer en commun, avec les compagnies de navigation les

taux de fret postal le long de la Côte Occidentale d'Afrique et pour les lignes de Madagascar.

Art. 5 . . Règles techniques : Les membres estiment souhaitable de parvenir à une harmonisation des conceptions dans les domaines suivants :

— Choix des appareillages présentant une certaine complexité ;

— Détermination des solutions à apporter aux problèmes techniques communs à plusieurs Etats ;

— Organisation technique générale des centres postaux.

A cet effet, ils prennent toutes dispositions utiles pour la publication de recommandations techniques qu'ils s'efforceront de suivre.

Art. 6 — Philatélie :

a) Les membres conviennent de s'informer sur leurs projets d'émissions philatéliques et de se concerter sur les circuits de commercialisation de ces émissions.

b) Les membres recommandent l'émission périodique d'un timbre dont le sujet sera commun aux Etats membres et d'une valeur faciale correspondant à la taxe d'affranchissement d'une lettre ordinaire dans le régime de l'Union.

Art. 7. — Mise en vigueur de l'arrangement : Le présent arrangement entrera en vigueur et sera ratifié dans les mêmes conditions que la convention de l'Union.

Fait à Tananarive, le 8 septembre 1961

Pour le Gouvernement de la République du Cameroun,
Ahmadou Ahidjo

Pour le Gouvernement de la République Centrafricaine,
Maurice Dejan

Ministère des Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement de la République du Congo,
Fulbert Youlou

Pour le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire,
Philippe Yacé

Président de l'Assemblée Nationale

Pour le Gouvernement de la République du Dahomé,
Hubert Maga

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal,
Léopold Sédar Senghor

Pour le Gouvernement de la République Gabonaise,
Léon M'Ba

Pour le Gouvernement de la République de Haute-Volta,
Maurice Yaméogo

Pour le Gouvernement de la République Malgache,
Philibert Tsiranana

Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie,

Moktar Ould Daddah

Pour le Gouvernement de la République du Niger,
Hamani Diori

Pour le Gouvernement de la République du Tchad,
François Tombalbaye.

ORDONNANCE N° 7 du 9-4-70 portant ratification de l'additif à la convention de coopération en matière de contrôle des entreprises et opérations d'assurances signée à Paris le 27 juillet 1962.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967.

Vu l'ordonnance n° 29 du 25 juin 1968 portant ratification de la convention de coopération en matière de contrôle des entreprises et opérations d'assurance signée à Paris le 27 juillet 1962 ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Est ratifié par la République togolaise l'additif ci-après à l'article 15 de la convention de coopération en matière de contrôle des entreprises et opérations d'assurance :

« La présente convention pourra être modifiée à l'unanimité des Etats membres sur la proposition d'un de ces Etats ».

Art. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 9 avril 1970

Gal. E. Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 70-100 du 9-4-70 instituant une assurance individuelle accidents garantissant les risques des missions officielles

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 36 du 12 août 1968 réglementant les organismes et opérations d'assurances ;

Sur proposition du ministre des finances, de l'économie et du plan ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est institué une assurance individuelle accidents destinée à garantir les risques d'accidents corporels que peuvent courir les membres du gouvernement, les fonctionnaires et agents de l'Etat au cours de missions au Togo et à l'Etranger.

Art. 2. — Cette assurance sera souscrite auprès d'une compagnie d'assurance agréée au Togo.

Art. 3. — Les dépenses résultant de la souscription de ce contrat seront imputées au budget général.

Art. 4. — Le ministre des finances, de l'économie et du plan est habilité à souscrire ledit contrat d'assurance, au nom de l'Etat togolais.

Art. 5. — Le ministre des finances, de l'économie et du plan est chargé de l'application du présent décret, tant en ce qui concerne la souscription du contrat qu'en ce qui concerne les mesures nécessaires à son exécution.

Le service du contrôle des assurances est chargé de l'application de toutes les instructions nécessaires à l'exécution du contrat.

Art. 6. — Le présent décret, qui prendra effet dès sa signature, sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 9 avril 1970

Gal. E. Eyadéma

DECRET N° 70-101 du 9-4-70 modifiant certaines dispositions du décret n° 65-42 du 11 mars 1965.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 16 des 14/1 et 14/4/67 ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République Togolaise ;

Vu le décret n° 69-113 portant modalités communes d'application du statut général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 65-42 du 11 mars 1965 relatif à l'administration des fonctionnaires et agents de l'Etat placés en position de stage à l'étranger ;

Vu le décret n° 67-160 du 31/7/67 abrogeant certaines dispositions du décret n° 65-42 du 11 mars 1965 ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est institué une assurance individuelle décret n° 65-42 du 11 mars 1965 sont modifiées comme suit :

Article 2 nouveau : — Pendant la durée de leur stage, les fonctionnaires et agents de l'administration ne bénéficiant pas de bourses accordées par des pays étrangers ou des organismes internationaux et dont la rémunération mensuelle serait supérieure à quarante huit mille (48.000) francs CFA, continueront à percevoir leur solde de présence et les indemnités et allocations se rattachant à leur indice.

Les fonctionnaires et agents de l'Etat placés en position de stage et bénéficiant d'une bourse accordée par des pays étrangers ou des organismes internationaux recevront mensuellement du Togo un traitement d'absence calculé comme suit :

1) Lorsqu'ils sont mariés la moitié de leur solde nette majorée des allocations à caractère familial ;

2) Lorsqu'ils sont célibataires le tiers de leur traitement net.

Toutefois, lorsque la bourse ainsi accordée complète seulement la solde mensuelle de base à quarante huit mille (48.000) francs CFA, les intéressés continueront à percevoir leur solde de présence.